



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 12 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEVILLE ASC

ZI de Beauregard
49150 Baugé-En-Anjou

Références : 2024-451_INSP-DEVILLE ASC-Baugé_RAP
Code AIOT : 0006301227

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement DEVILLE ASC implanté ZI de Beauregard BP 56 49150 Baugé-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEVILLE ASC
- ZI de Beauregard BP 56 49150 Baugé-en-Anjou
- Code AIOT : 0006301227
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Fabrication de composants automobiles

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Protection contre la foudre - ARF, étude technique et travaux associés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19, 20 et 21	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Protection contre la foudre - Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
7	Protection contre la foudre - Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Modification notable des installations	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Cessation d'activité rubrique 2940-2	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Modification notable des installations	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure
6	Protection contre la foudre - Enregistrement des impacts	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Sans objet
9	Modification notable des installations	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations a constaté que les dispositions de l'art. 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) du 21/07/2022 :

- étaient respectées (pour les moyens de lutte contre l'incendie),
- n'étaient pas respectées pour les dispositions relatives au confinement des eaux d'extinction.

Toutefois, compte tenu des travaux réalisés par l'exploitant pour agrandir son bassin de gestion des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction avant la mise en œuvre de la sanction administrative prescrite par l'arrêté préfectoral du 07/02/2024 (astreinte administrative), des éléments transmis a posteriori de la visite d'inspection du 24/09/2024 (engagement de travaux complémentaires d'ici le 31/10/2024 afin d'atteindre 96 % de l'objectif de confinement théorique), des travaux restant encore à engager par la commune pour ne plus déverser d'eaux pluviales dans l'ouvrage de l'exploitant, il n'est pas proposé à ce stade de mettre en œuvre la sanction administrative précitée (astreinte d'un montant journalier de 50 euros pour la période entre le 15/07/2024 et le 24/09/2024). Toutefois, dans l'attente des travaux devant être réalisés par la commune, l'exploitant doit confirmer la réalisation des travaux précités et engager les actions correctives pour respecter l'APMED en mettant en œuvre des mesures compensatoires (moyens de pompage et capacité de rétention supplémentaire temporaire...) pour atteindre l'objectif et/ou justifier qu'il dispose de la capacité de rétention complémentaire suffisante dans ses réseaux par exemple.

Par ailleurs, en lien avec la maîtrise du risque incendie, il a été constaté que l'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 (détection automatique d'incendie) applicables depuis le 1^{er} juillet 2024 aux installations existantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
Prescription contrôlée : <u>AM du 30/06/2006 - art. 10</u> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. <u>APMED du 21/07/2022</u> <u>Art. 1</u> - La société DEVILLE ASC exploitant une installation de fabrication de pièces automobiles sur la commune de Baugé-en-Anjou est mise en demeure de respecter les dispositions : - de l'art. 10 de l'AM du 30/06/2006 qui dispose que « L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. » L'exploitant s'assure notamment de la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie pour atteindre les objectifs de besoins en eau (débit et quantité) estimés dans le calcul D9 transmis par l'exploitant dans son courrier du 09/12/2020 (360 m ³ /h pendant 2 h soit un volume total de 720 m ³). Le cas échéant, l'exploitant transmet l'accord du SDIS pour l'utilisation de poteaux incendie situés sur le domaine public capables de fournir le débit (complémentaire) nécessaire en simultané sous une pression dynamique minimum de 1 bar afin d'atteindre l'objectif des besoins en eau précités. Ces dispositions doivent être respectées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. <u>Art. 2</u> - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du

respect des dispositions mentionnées à l'art. 1 dans un délai de :

- 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour les justificatifs relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie.

Constats :

Par courrier du 03/01/2024, l'exploitant avait transmis des éléments de réponse sur la proposition de sanction administrative suite à la précédente inspection du 15/11/2023. Le SDIS, dans son nouvel avis du 22/12/2023 (en lieu et place de celui du 27/11/2023) joint au courrier précité, émettait un avis favorable sur les moyens retenus par l'exploitant dans sa stratégie afin d'atteindre les objectifs en débit de 360 m³/h pendant 2 h et en volume de 720 m³ :

- utilisation d'une réserve incendie de 270 m³ située sur le site de la société DEVILLE ASC et équipée de 2 aires d'aspiration permettant d'alimenter 2 engins incendie du SDIS à hauteur de 60 m³/h et 75 m³/h,

- utilisation de 3 poteaux incendie situés sur le domaine public dont le dernier rapport de mesure des débits en fonctionnement simultané par la société BEDRICH du 13/10/2022 montrait un débit simultané de 227 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar.

Toutefois, le SDIS précisait qu'au vu des capacités hydrauliques de ses lances incendie, seul un débit de 220 m³/h serait utilisable. Au regard de ces éléments, le SDIS confirmait donc la suffisance des moyens retenus par l'exploitant et ce malgré la faible différence entre les besoins théoriques précités et les ressources réelles qui seraient mises en œuvre (355 m³/h pendant 2 h soit 710 m³). Par ailleurs, il était à noter que selon la dernière note de dimensionnement des besoins en eau D9 transmise par l'exploitant par courrier du 24/11/2022, le besoin théorique calculé était de 357 m³/h qui avait été arrondi au multiple de 30 le plus proche soit 360 m³/h conformément aux règles du guide technique D9 du CNPP de juin 2020.

Par courrier du 12/01/2024, l'IIC avait proposé au préfet de retirer ce point de la proposition de sanction administrative formulée à l'issue de l'inspection du 15/11/2023. L'AP d'astreinte administrative du 07/02/2024 ne reprend pas ce point.

Par courrier du 07/05/2024, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance (PAC) de modification (projet d'extension du bat. "auvent à bennes"). Ce projet modifie le calcul D9 : nouveau besoin de 390 m³/h pendant 2 h soit un volume de 780 m³ (cf fiche de constats modification notable des installations : extension auvent du bâtiment A2). Au jour de la visite, cette extension n'avait pas encore été construite.

Lors de la visite, l'exploitant n'a toujours pas su indiquer si les remarques formulées dans le rapport de la société BEDRICH du 13/10/2022 avaient été traitées par le gestionnaire des poteaux incendie. Il a pu être constaté que certaines n'avaient pas été corrigées (absences de numérotation des hydrants n° 2776, 2777, 2778 et de socle de propreté pour l'hydrant n° 2778). L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de nouvelle mesure de débit. Enfin, le plan des poteaux du site et de ceux implantés à proximité n'est actuellement pas intégré à un plan d'urgence (document inexistant sur le site actuellement).

Au jour du contrôle, une 2^e réserve incendie signalée d'un volume de 90 m³ était en place à côté de celle signalée d'un volume de 270 m³, elle n'était toutefois pas encore utilisable. Les aires de stationnement des engins du SDIS associées à cette dernière étaient maintenues dégagées. Selon l'exploitant et ses premiers échanges avec le SDIS, les points d'aspiration et les aires d'aspiration pour ses engins actuels seraient suffisants malgré l'augmentation du besoin du calcul D9 avec le projet d'extension précité (des moyens de pompage plus conséquents seraient mis en œuvre). Ces éléments doivent être confirmés dans un avis du SDIS (cf fiche de constats Modification notable : extension auvent du bâtiment A2).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'inspection des installations classées considère que les dispositions de l'art. 1 de l'APMED du 21/07/2022 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

Prescription contrôlée :

AM du 30/06/2006 - art. 9

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

APMED du 21/7/2022

Art. 1 - La société DEVILLE ASC exploitant une installation de fabrication de pièces automobiles sur la commune de Baugé-en-Anjou est mise en demeure de respecter les dispositions :

- [...] de l'art. 9 de l'AM du 30/06/2006 qui dispose que « L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. »

L'exploitant s'assure notamment de l'étanchéité du bassin de confinement et de son entretien.

Ces dispositions doivent être respectées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'art. 1 dans un délai de :

- [...] 7 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour les justificatifs relatifs au bassin de confinement.

AP astreinte du 07/02/2024

Art. 1

La société DEVILLE ASC exploitant une installation de fabrication de pièces automobile sur le territoire de la commune de Baugé-en-Anjou sur la zone industrielle de Beauregard, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 50 euros (cinquante euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'APMED du 21/07/2022 susvisé (respect des dispositions de l'art. 9 de l'AM du 30/06/2006 relatives au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site).

Cette astreinte prend effet à compter du 15 juillet 2024.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral qui rend exécutoire un titre de perception. Dans le cas où le motif de la mise en demeure perdurerait, une liquidation partielle de l'astreinte est effectuée annuellement, au 1^{er} janvier de chaque année.

Constats :

I - Justificatifs attestant du respect de l'APMED et de l'AP d'astreinte du 7/2/2024

Par courriers/courriels des 18/12/2023, 29/04/2024, 29/05/2024 et 10/07/2024 l'exploitant a régulièrement informé le préfet et l'IIC de l'avancée des travaux du bassin de confinement. En particulier, il a transmis :

- le dossier de récolement des travaux réalisés par les sociétés DURAND TP et BHD Environnement (terrassement, pose et assemblage d'une géomembrane). Par courriel du 09/09/2024, il a transmis le plan d'exécution du bassin du 30/05/2024 issu du dossier ouvrage exécuté (DOE) indiquant un volume de remplissage de 1 119 m³. Toutefois, il ne précise pas le volume utile du bassin,

- le nouveau calcul D9A tenant compte des besoins de la société SECATEURS PRADINE utilisant également le bassin de confinement pour la gestion de ses eaux pluviales et en cas d'incendie (besoin de 420 m³ selon leur calcul D9) et du projet d'extension du bat. "auvent à bennes" de l'exploitant objet d'un dossier de porter à connaissance (PAC) en date du 13/05/2024 : selon ce nouveau calcul D9A, le nouveau besoin de confinement est de 1 096 m³ (au lieu de 920 m³ avec l'unique collecte des eaux pluviales du site de l'exploitant représentant une surface de drainage de 18 100 m² (volume d'eau lié aux intempéries : 181 m³)) avec un volume d'eaux liées aux intempéries de 304 m³ pour les 2 sites (DEVILLE ASC : 18 078 m² et SECATEURS PRADINES : 12 275 m²). Le calcul

D9 de DEVILLE est également modifié avec ce projet (besoin en volume de 780 m³ au lieu de 720 m³).

II- Retour à la conformité

Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'ensemble des actions poursuivies depuis la précédente inspection et notamment auprès de la commune. A ce titre :

- il a indiqué que la vente du terrain par la commune à l'exploitant où se situe le bassin était toujours en cours,

- il a précisé que la commune n'avait pas encore réalisé les travaux visant à condamner l'alimentation en eaux pluviales du bassin par les eaux pluviales de la zone industrielle (ZI). Suite à un échange téléphonique avec le maire de la commune lors de l'inspection, il n'a pas pu être fourni de délai sur la réalisation de ces travaux. Toutefois, il a été indiqué que des travaux avaient été réalisés sur la collecte des eaux pluviales d'une partie de la ZI. A ce titre, il a pu être constaté qu'un ouvrage de stockage d'eaux pluviales a été construit sur la ZI en amont du site de l'exploitant. Toutefois, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que la capacité de rétention de son bassin était suffisante dans cette configuration (avant la réalisation des travaux futurs par la mairie). En effet, l'exploitant a pris en compte que son ouvrage recevrait uniquement les eaux pluviales de son site et de SECATEURS PRADINE ainsi que le volume d'extinction majorant entre les 2 sites, en l'occurrence celui de DEVILLE ASC qui tient compte du projet de modification transmis en mai 2024. La surface de drainage des eaux pluviales de la ZI et le volume associé susceptible d'être encore collecté dans l'ouvrage de DEVILLE ASC n'étaient pas connus de l'exploitant. Selon l'exploitant, les végétaux et déchets divers présents dans le bassin de l'exploitant le jour de la visite sont issus des réseaux d'eaux pluviales de la commune suite à d'importantes précipitations lors des semaines précédentes,

- il a remis les factures de travaux de la société DURAND TP des 31/05/2024, 30/06/2024 et 19/07/2024 relatives aux travaux de modification du bassin et le PV/ schéma de réception de la géomembrane par la société BHD Environnement du 08/07/2024. Il a pu être constaté que le bassin disposait dorénavant d'une géomembrane (certificat de contrôle joint au dossier de récolement),

- il n'a pas été mesure de présenter de justificatifs (note de calculs, plans, relevés topographiques...) permettant d'attester que le volume utile du bassin de rétention modifié est supérieur au volume théorique nécessaire (issu du calcul D9A). La capacité de rétention disponible au jour de la visite n'a pas pu être déterminée (cf fiche de constats n°3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriels des 07/10/2024 et 17/10/2024, l'exploitant a transmis :

1- un plan de recollement du bassin de rétention de la société DURAND TP indiquant que le volume utile du bassin est de 1 105,77 m³ et le détail des surfaces susceptibles de drainer des eaux pluviales vers le bassin de rétention de l'exploitant (situation de départ de 62 717 m² soit un volume de 627 m³),

2- des éléments sur la nature des travaux déjà réalisés par la commune afin de collecter une partie des eaux pluviales en amont du site et constatés lors de la visite : construction d'un ouvrage de rétention des eaux pluviales du complexe sportif de la zone de Beauregard d'un volume de 3 000 m³ pour collecter les eaux pluviales drainées sur les parcelles D179, D58 et AE 198 (volume d'environ 120 m³),

3- des éléments sur les travaux envisagés suite à l'accord de la mairie dans son courrier du 04/10/2024 pour diriger les eaux pluviales drainées sur les parcelles AE194, AE195, AE197, AE193, AE192 et AE 511 (appartenant à la société CAPL et à l'exploitant : parking à côté du bat. A4) vers le réseau d'eaux pluviales de la commune au lieu du bassin de rétention de l'exploitant. A cette proposition, est joint un bon de commande en date du 17/10/2024 de la société DURAND TP (intervention prévue d'ici le 31/10/2024).

Les actions 2 et 3 permettraient de retenir une surface de drainage des eaux pluviales de 41 463 m² soit un volume de 414 m³,

4- un courrier de la commune du 04/10/2024 explicitant les points 2 et 3 précités et indiquant que les travaux finaux permettant de ne plus envoyer d'eaux pluviales de la ZI vers le bassin de rétention de l'exploitant seront réalisés "dans les prochains mois".

Les actions 2, 3 et 4 permettraient de retenir une surface de drainage des eaux pluviales de 27 019 m² soit un volume de 270 m³.

Avec les travaux des point 2 et 3 précités, le besoin théorique de confinement serait de :

- 1 146 m³ (414 m³ pour les eaux pluviales, 12 m³ pour le stockage de liquides et 720 m³ pour les eaux d'extinction avant construction et exploitation du auvent de stockage projeté et actuellement non construit),
- 1 206 m³ (avec le nouveau auvent de stockage).

Après réalisation des travaux du point 3 précité et en l'absence de la réalisation du projet du nouvel auvent de stockage, le bassin de confinement modifié ne sera pas en mesure de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction (capacité de rétention couverte à 96 %). Il est à noter que l'exploitant n'a pas pris en compte la capacité de rétention potentielle de ses réseaux.

Ensuite, après la réalisation des travaux du point 4 par la commune, le bassin de confinement permettrait de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (avec ou sans mise en œuvre du projet d'auvent).

=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'inspection des installations classées considère que les dispositions de l'art. 1 de l'APMED ne sont pas respectées. Toutefois, il n'est pas proposé à ce stade de rendre redevable l'exploitant d'une astreinte d'un montant journalier de 50 euros pour la période entre le 15/07/2024 et le 24/09/2024.

Dans l'attente des travaux devant être réalisés par la commune, l'exploitant doit confirmer la réalisation des travaux du point 3 précité et engager les actions correctives pour respecter l'APMED en mettant en œuvre des mesures compensatoires (moyens de pompage et capacité de rétention supplémentaire temporaire...) pour atteindre l'objectif et/ou justifier qu'il dispose de la capacité de rétention complémentaire suffisante dans ses réseaux par exemple.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement

Prescription contrôlée :

AM du 30/06/2006 - art. 9

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

Constats :

Au jour de la visite, le bassin modifié dispose dorénavant d'une géomembrane permettant d'assurer son étanchéité,

Toutefois, il a été relevé :

- l'absence d'un affichage au niveau du bassin précisant sa capacité utile et sa fonction,
- l'absence d'un dispositif (marquage, échelle de niveau, bouée...) permettant de s'assurer que le bassin de rétention dispose en toutes circonstances du volume minimal de rétention. La capacité de rétention disponible au jour de la visite et du volume d'eaux pluviales présent n'ont donc pas pu être déterminés,
- la présence de dépôts de terre ou de déchets "verts" dans le bassin de rétention qui n'avait pas encore fait l'objet de nettoyage/curage. Selon l'exploitant, ils sont issus des réseaux d'eaux pluviales de la commune suite à d'importantes précipitations lors des semaines précédentes.

Par ailleurs, lors de la précédente visite de 2023, l'exploitant avait précisé que les eaux d'extinction en cas d'un incendie sur le site ICPE voisin SECATEURS PRADINES (ancienne activité exercée par la société DEVILLE SA et ayant fait l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant par la société DEVILLE ASC par courrier du 10/11/2017) seraient dirigées vers le bassin de rétention du site. Il avait alors été demandé à l'exploitant :

=> Dans le cas où le bassin de rétention des eaux d'incendie du site de DEVILLE ASC serait utilisé par la société SECATEURS PRADINES (ICPE sous le régime de l'autorisation), définir les modalités

d'entretien, de gestion de l'ouvrage (évacuation des eaux pluviales) et d'accessibilité afin de s'assurer que le bassin soit en capacité de récupérer le plus grand des 2 volumes de rétention nécessaires sur les 2 sites et qu'il soit accessible en toutes circonstances. Ces modalités peuvent être, par exemple, définies dans une convention entre les 2 exploitants.

Le calcul D9A transmis dans le cadre du PAC de mai 2024 intègre cette configuration (cf fiche de constats n°2). L'accès au bassin (et à la vanne d'isolement) avec le milieu naturel est sécurisé (bassin clôturé situé dans l'enceinte du site avec 2 accès dont un depuis le chemin communal).

Un projet de convention précisant les modalités d'entretien, de gestion de l'ouvrage (évacuation des eaux pluviales) et d'accessibilité entre les sociétés DEVILLE ASC ET SECATEURS PRADINE a été remis lors de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriel du 07/10/2024, l'exploitant a transmis un plan de recollement du bassin de rétention de la société DURAND TP indiquant que le volume utile du bassin est de 1 105,77 m³.

=> Mettre en place un dispositif permettant de s'assurer que le bassin de rétention du site dispose en toutes circonstances du volume minimal de rétention.

=> S'assurer que le bassin de rétention du site dispose en toutes circonstances du volume minimum de rétention et qu'il peut assurer sa fonction en réalisant un nettoyage et une vérification de l'état de la géomembrane réguliers de ce dernier.

=> Transmettre la convention signée entre les sociétés DEVILLE ASC et SECATEURS PRADINE relatives aux modalités d'entretien, de gestion de l'ouvrage (évacuation des eaux pluviales) et d'accessibilité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection contre la foudre - ARF, étude technique et travaux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19, 20 et 21

Thème(s) : Risques accidentels, ARF, étude technique et travaux associés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Art. 19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

[..] Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Art. 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1^{er} septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Art. 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

[...] Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

[...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Inspection du 15/11/2023

A l'issue de l'inspection, l'exploitant avait transmis par courrier du 27/11/2023 :

- un bon de commande en date du 20/11/2023 auprès de la société BCM Foudre pour la réalisation d'une vérification des installations de protection contre la foudre,
- sa confirmation de la réalisation des travaux selon ses engagements pris lors de la visite,
- une photo attestant de la mise en place de l'affichage requis au niveau de l'échelle du bâtiment A1.

=> Réaliser l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention, par un organisme compétent, définies dans l'ET de l'APAVE du 16/01/2020 suite aux ARF des 10/5/2017 et du 15/01/2020 par l'APAVE.

=> Transmettre le rapport de la vérification complète réalisée, par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation

Par courriel du 09/09/2024, l'exploitant a transmis le rapport de la société BCM Foudre du 29/01/2024 relative à la vérification initiale (après la réalisation des travaux de l'ET) présentant 5 non-conformités dont 3 concernant le paratonnerre à dispositif armé (PDA) et 2 concernant les parafoudres.

Selon le tableau de suivi des actions correctives de l'exploitant transmis en amont de la visite, les travaux associés ont été réalisés par la société SAP lors des semaines 32 et 34 de 2024 (bon d'intervention du 20/8/2024 consulté lors de la visite) et par des intervenants internes (pour les travaux sur les 2 parafoudres des TGBT du bâtiment A1) en semaine 32 (absence d'enregistrements disponibles).

Conformément aux préconisations de la vérification initiale, une mise à jour de l'ET est programmée en novembre 2024 (bon de commande du 2/7/2024 auprès de la société APAVE NORD OUEST consulté).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Cf fiche de constats Protection contre la foudre - Vérifications périodiques : Transmettre le prochain rapport de vérification des installations de protection contre la foudre pour justifier de la réalisation des travaux en interne à l'issue de la précédente vérification par la société BCM Foudre du 29/01/2024 (travaux sur 2 parafoudres des TGBT du bâtiment A1).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Protection contre la foudre - Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Carnet de bord

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.[...]
Constats : Par courriel du 09/09/2024, l'exploitant a transmis le carnet de bord appelant les désordres suivants : - les travaux concernant l'installation des 2 parafoudres (bon de commande du 27/09/2023 auprès de la société SONEPAR FRANCE DISTRIBUTION pour l'achat de ces 2 dispositifs) qui auraient été effectués par les équipes interne lors des congés de fin 2023 n'y sont pas renseignés, - les travaux associés aux non-conformités de la vérification initiale de BCM FOUDRE du 29/01/2024 par la société SAP lors des semaines 32 et 34 (bon d'intervention du 20/8/2024 consulté lors de la visite) et en interne lors de semaine 32 pour lesquels l'exploitant ne dispose pas de trace n'y sont pas renseignés (à l'exception du test du PDA réalisé le 20/8/2024).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Tenir à jour le carnet de bord des installations de protection contre la foudre en y reprenant toutes les actions effectuées sur ces dernières (analyse de risque foudre, étude technique, travaux et vérifications).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Protection contre la foudre - Enregistrement des impacts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des impacts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 15/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : Inspection du 15/11/2023 => Mettre en place une organisation permettant de s'assurer qu'une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre serait réalisée dans un délai maximal d'un mois après un impact (mise en place de vérification périodique des compteurs et leur traçabilité par exemple). Inspection du 24/09/2024 Des vérifications périodiques mensuelles des 4 compteurs d'impact foudre du site (dont un pour le paratonnerre à dispositif armé (PDA)) sont effectuées depuis septembre 2024 (premières vérifications réalisées les 20 et 23 septembre 2024 et enregistrées dans une base de données). A ce titre, il a pu être constaté que le compteur du PDA indiquait qu'il n'y avait pas eu d'impact ("0").
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection contre la foudre - Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 15/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
 L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
 Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.
 Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
 La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.
 [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Inspection du 15/11/2023

Par courrier du 27/11/2023, l'exploitant a transmis un bon de commande en date du 20/11/2023 auprès de la société BCM Foudre pour la réalisation d'une vérification des installations de protection contre la foudre.

=> Transmettre le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre accompagné le cas échéant d'un plan d'actions suite à la commande précitée.

Par courriel du 09/09/2024, l'exploitant a transmis :

- le rapport de la vérification complète réalisée, par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation suite aux travaux de décembre 2023 : rapport de la société BCM Foudre du 29/01/2024,

- le bon de commande du 04/09/2024 auprès de la société APAVE NORD OUEST pour une vérification des installations de protection contre la foudre.

Lors de visite, l'exploitant a confirmé que la prochaine vérification était prévue en janvier 2025 sans toutefois être en mesure de spécifier sa nature (complète ou visuelle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Afin de justifier de la réalisation des travaux en interne à l'issue de la précédente vérification par la société BCM Foudre du 29/01/2024 (travaux sur 2 parafoudres des TGBT du bâtiment A1), transmettre le prochain rapport de vérification des installations de protection contre la foudre (intervention prévue en janvier 2025) accompagné le cas échéant d'un plan d'actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Modification notable des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II

Thème(s) : Situation administrative, Modification notable : extension auvent du bâtiment A2

Prescription contrôlée :

R181-46 du Code de l'environnement

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Contexte :

Un dossier présentant la situation administrative des installations à jour a été transmis en septembre 2017. Il comprend un descriptif des installations avec la distinction des installations de fabrication d'outils coupants (sécateurs) et des installations de fabrication de composants automobiles. En novembre 2017, la société DEVILLÉ ASC a déclaré un changement d'exploitant pour une partie des installations : la société DEVILLÉ ASC reprend l'exploitation en son nom des installations de fabrication de composants automobiles (l'exploitation des installations de fabrications de sécateurs est conservée par DEVILLÉ SA). Un dossier détaillant les installations reprises a été transmis dans ce cadre (dossier complété en juillet 2018 par des éléments relatifs aux besoins en eaux d'extinction notamment). Ce dossier fait actuellement l'objet d'une instruction par l'inspection des installations classées, pour séparer le site en 2 sites distincts.

En parallèle, l'exploitant a transmis par courrier du 13/12/2017 un projet de modification notable (construction du bâtiment A4bis pour le stockage d'outils de découpe sur 509 m² et d'un bâtiment A2ter pour le stockage d'encours de pièces métalliques en conteneurs : 433 m²) : cf fiche de constats modification notable : extension bâtiment A4bis et A2ter.

Par courrier du 07/05/2024, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) de modification relatif à la création d'une extension de l'auvent du bâtiment A2 pour stocker des outils métalliques de découpe sur une surface de 278 m². Selon l'exploitant, cette modification notable n'est pas considérée comme substantielle. Toutefois, ce dossier ne décrit pas les mesures de prévention et de protection qui seront en place (système de détection incendie, moyens de lutte contre l'incendie, exutoires de fumées...).

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir reçu le permis de construire en date du 30/8/2024. Au jour de la visite, le bâtiment qui accueillera cette activité non classée au titre des ICPE n'était pas encore construit. L'exploitant a confirmé qu'un système de détection automatique d'incendie et des extincteurs y seront mis en place. Un contrôle par sondage de certains éléments du dossier et de certaines hypothèses a pu être vérifié :

- présence d'un puits se trouvant dans l'emprise du futur bâtiment (l'exploitant prévoyant dans son dossier l'absence de stockage au-dessus du puits et la construction d'un muret de rétention autour de ce dernier). L'absence de risque de déversement d'eaux d'extinction par le haut dans ce puits n'est pas abordé dans le dossier.

- actualisation du calcul D9 avec la construction de ce bâtiment (besoin de 390 m³/h pendant 2 h soit un volume de 780 m³ au lieu de 360 m³/h pendant 2 h soit 720 m³) conduisant à la mise en place au jour de la visite d'une réserve incendie complémentaire de 90 m³ qui sera prochainement reliée à la réserve actuelle de 270 m³ disposant de 3 prises d'aspiration et 2 aires de stationnement pour les engins du SDIS. Suite à des échanges entre l'exploitant et le SDIS, ce dernier n'émettrait pas d'avis défavorable à la proposition de l'exploitant. La suffisance des moyens actuels (2 aires de stationnement pour les engins du SDIS) doit toutefois être clarifié afin de justifier l'atteinte de l'objectif de 390 m³/h pendant 2 h compte tenu de son dernier avis du 22/12/2023 où il indiquait que ces 2 aires seraient utilisées pour alimenter 2 engins avec des capacités de pompage de 60 et 75 m³/h.

- actualisation du calcul D9A avec la construction de ce bâtiment (1096 m³ au lieu de 920 m³) qui a conduit à l'agrandissement du bassin de rétention et de gestion des eaux pluviales afin de répondre à ce nouvel objectif (cf fiches de constats confinement des eaux incendie).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriel du 17/10/2024, l'exploitant a transmis une actualisation du calcul D9A tenant compte de la situation actuelle du site (absence de réalisation de la totalité des travaux par la commune pour condamner le déversement d'eaux pluviales de la ZI dans le bassin de l'exploitant) et des travaux commandés par l'exploitant à l'issue de l'inspection (inversion de l'écoulement des eaux pluviales d'un fossé). Le besoin théorique de confinement tenant compte de ce projet serait ainsi de 1 206 m³. A ce jour, le bassin de confinement modifié n'est donc pas en mesure de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il est à noter que :

- l'exploitant n'a pas pris en compte la capacité de rétention potentielle de ses réseaux,
- et qu'après la réalisation des travaux par la commune, le bassin de confinement permettra de satisfaire ce besoin théorique (volume nécessaire de 1 062 m³).

=> Justifier du caractère non-substantiel de la modification en décrivant les mesures de prévention et de protection contre le risque d'incendie (système de détection automatique d'incendie, exutoires de fumées, moyens de lutte incendie ...) et de pollution (modalités organisationnelles et techniques pour éviter le déversement d'eaux d'extinction dans le puits par son ouverture, capacité de rétention complémentaire pour atteindre l'objectif de rétention dans l'attente des travaux sur le réseau d'eaux pluviales de la commune ou justification de la disponibilité de la rétention manquante sur le site) qui seront mises en place et en joignant un avis du SDIS sur la stratégie de lutte contre l'incendie retenue afin d'atteindre l'objectif (en débit et en volume).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Modification notable des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II

Thème(s) : Situation administrative, Modification notable : extension bâtiment A4bis et A2ter

Prescription contrôlée :

R181-46 du Code de l'environnement

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Contexte

Un dossier présentant la situation administrative des installations à jour a été transmis en septembre 2017. Il comprend un descriptif des installations avec la distinction des installations de

fabrication d'outils coupants (sécateurs) et des installations de fabrication de composants automobiles. En novembre 2017, la société DEVILLÉ ASC a déclaré un changement d'exploitant pour une partie des installations : la société DEVILLÉ ASC reprend l'exploitation en son nom des installations de fabrication de composants automobiles (l'exploitation des installations de fabrications de sécateurs est conservée par DEVILLÉ SA). Un dossier détaillant les installations reprises a été transmis dans ce cadre (dossier complété en juillet 2018 par des éléments relatifs aux besoins en eaux d'extinction notamment). Ce dossier fait actuellement l'objet d'une instruction par l'inspection, pour séparer le site en 2 sites distincts.

En parallèle, l'exploitant a transmis par courrier du 13/12/2017 un projet de modification notable (construction du bâtiment A4bis pour le stockage d'outils de découpe sur 509 m² et d'un bâtiment A2ter pour le stockage d'encours de pièces métalliques en conteneurs métalliques : 433 m²). Selon l'exploitant, cette modification notable n'est pas considérée comme substantielle. Toutefois, ce dossier ne décrit pas les mesures de prévention et de protection qui seront en place (système de détection incendie, moyens de lutte contre l'incendie, exutoires de fumées...).

Au jour de la visite, l'exploitation de ces installations non classées au titre des ICPE n'avait pas fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire ou d'un donner acte par courrier préfectoral.

Lors de la visite, un contrôle par sondage de certains éléments du dossier et de certaines hypothèses a pu être vérifié :

- les 2 bâtiments en bardage métallique avec un sol en béton ont été construits et sont exploités pour le stockage de pièces métalliques sur palettes en bois dans des racks (bât. A4bis) et le stockage de pièces métalliques dans des conteneurs en plastique (bât. A2ter),
- présence d'extincteurs, d'exutoires de fumées à commandes automatique et manuelle dans les bâtiments et de vannes manuelles de coupure de l'alimentation en gaz des radiateurs à l'extérieur des bâtiments,
- absence de détection automatique d'incendie dans les bâtiments, l'exploitant prévoyant une installation début 2025 (cf fiche de constats détection incendie),
- les calculs D9 et D9A mis à jour dans le cadre du dossier de porter à connaissance de modification transmis le 7/5/2024 tiennent compte de la présence de ces 2 bâtiments.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Proposition au préfet de donner acte de cette modification notable considérée comme non substantielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Cessation d'activité rubrique 2940-2

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2940-2

Prescription contrôlée :

R512-39

Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.

Il transmet un exposé des justifications associées à cette demande trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif ou, dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35, six mois avant la mise à l'arrêt définitif. Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement.

Le préfet arrête, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, le report de la réhabilitation, en précisant notamment les mesures conditionnant la libération des terrains concernés, l'information préalable requise avant la mise en œuvre des opérations de réhabilitation, et la réévaluation

périodique de la justification du report. L'absence de réponse du préfet dans un délai de quatre mois vaut refus de la demande.

Constats :

L'établissement est sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 2566 et 3260. Par courrier du 14/10/2022, l'exploitant a notifié au préfet la cessation de l'activité d'application de peinture par pulvérisation d'aérosols relevant de la rubrique 2940-2b.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que les installations avaient été démontées (cabines et pistolets). Ces installations étaient situées dans le bâtiment A1 (au rez-de-chaussée) où sont toujours exercées des activités notamment celles de traitement de surfaces (rubriques 3260 et 2566). Lors du contrôle par sondage des installations, il a été constaté l'absence de ces installations d'application (et de stockage) de peinture par pulvérisation. Il n'y a donc pas eu de libération de terrain suite à cette cessation d'activité partielle.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les bordereaux de suivi de déchets des stocks de peinture liquide évacués suite à l'arrêt de cette installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Réaliser une demande expresse et justifiée afin de pouvoir différer la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. L'exploitant doit notifier au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé et transmettre un exposé des justifications associées à cette demande.

=> Transmettre les bordereaux de suivi de déchets des stocks de peinture liquide évacués suite à l'arrêt de l'activité d'application de peinture par pulvérisation d'aérosols.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

AM du 30/06/2006 - art. 10

II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives,

accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

AM du 30/06/2006 - art. 42

Les dispositions des II et III de l'article 5, des articles 6 et 10, dans leur rédaction issue de l'arrêté du 20 avril 2023, sont applicables aux installations existantes à compter du 1^{er} juillet 2024.

Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont le dossier complet de demande d'autorisation est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Constats :

Par courriel du 09/09/2024, l'exploitant a transmis un devis du 25/06/2024 auprès de la société CHUBB pour la mise en place d'un système de détection automatique d'incendie selon la règle APSAD R7 pour les bâtiments A1 RDC et sous-sol, A2, A3 et A4 (coût d'environ 100 keuros HT) et un autre devis auprès la société DEF OUEST du 16/7/2024.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas de système de détection incendie sur son site ce qui a pu être constaté lors du contrôle par sondage des installations et notamment dans le bâtiment A1-rdc accueillant les installations relevant de la rubrique 3260 et les bâtiments A4bis et extension A2ter. Il n'a pas su préciser s'il disposait de stockage de liquides inflammables.

L'exploitant a indiqué qu'il souhaitait mettre en place un système de détection automatique d'incendie sur l'ensemble de son site (bon de commande non signé au jour de la visite et avec une échéance au 1^{er} trimestre 2025).

Les objectifs de l'art. 10 de l'AM du 30/06/2006 ont été rappelés à l'exploitant. Les devis actuellement disponibles ne prennent pas totalement en compte ces objectifs et en particulier certains asservissements nécessaires comme la coupure des chauffages des bains (via 3 brûleurs) ou de l'aspiration du bain n°8 (visualisé lors de la visite).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Installer un dispositif de détection automatique d'incendie dans les locaux abritant l'installation de traitement de surfaces répondant aux exigences de l'art. 10 de l'AM du 30/06/2006 (déclenchement automatique d'une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment et entraînant l'arrêt automatique de l'aspiration des vapeurs et du chauffage des bains). Le bon de commande et le PV de réception de l'installation seront à transmettre à l'IIC.**

=> **Être en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection incendie, disposer d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée et tenir à la disposition de l'IIC le rapport annuel de contrôle.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Modification notable des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II

Thème(s) : Situation administrative, Modification notable : création d'un point de rejet d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

R181-46 du Code de l'environnement

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que

l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Par courriels des 07/10/2024 et 17/10/2024, l'exploitant a transmis des éléments sur les travaux envisagés suite à l'accord de la mairie dans son courrier du 04/10/2024 pour diriger les eaux pluviales des parcelles AE194, AE195, AE197, AE193, AE192 et AE 511 (appartenant à la société CAPL et à l'exploitant : parking à coté du bat. A4) vers le réseau d'eaux pluviales de la commune au lieu du bassin de rétention de l'exploitant. A cette proposition, est joint un bon de commande en date du 17/10/2024 de la société DURAND TP (intervention prévue d'ici le 31 octobre 2024).

La création d'un nouveau point de rejets d'eaux pluviales constitue une modification notable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Porter à la connaissance du préfet cette modification notable avec tous les éléments d'appréciation (nature et description de la modification, dispositif de traitement en place le cas échéant, respect des exigences relatives au SDAGE, SAGE, à l'arrêté ministériel du 2/2/1998..., conséquences sur l'environnement, sur le classement au titre des rubriques IOTA et en particulier au titre de la rubrique 2.1.5.0 ...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois